

## Femmes cadres



**Marinette Kellenberger**, cheffe du Contrôle cantonal des finances, nommée par Pascal Broulis



**Françoise Jaques**, cheffe du Service de prévoyance et d'aide sociale, nommée par Pierre-Yves Maillard



**Alessandra Silauri**, secrétaire générale du Département de l'intérieur, nommée par Béatrice Métraux



**Sylvie Bula**, cheffe du Service pénitentiaire, nommée par Philippe Leuba



**Chantal Ostorero**, cheffe de la Direction générale de l'enseignement supérieur, nommée par Anne-Catherine Lyon



**Andreane Jordan**, secrétaire générale du Département de l'économie et du sport, nommée par Philippe Leuba



**Brigitte Waridel**, cheffe du Service des affaires culturelles, nommée par Jean Jacques Schwaab

# A l'Etat, les cheffes de service restent une rareté

## Jacqueline de Quattro, qui est responsable de l'Egalité, ne montre pas l'exemple

Justin Favrod

Avec une majorité de femmes au Conseil d'Etat, beaucoup s'attendaient à une promotion plus active de femmes cadres dans l'administration. En février, dans les colonnes de *24 heures*, les quatre magistrats du gouvernement assureraient qu'elles entendaient favoriser l'accès des femmes aux fonctions dirigeantes. Mais ont-elles passé de la parole aux actes?

Il y a un mois, Jacqueline de Quattro a annoncé la nomination de son nouveau chef d'état-major, Nicolas Chervey. Voilà une promotion qui ne va pas accroître la représentation féminine dans le cercle très masculin des chefs de service de l'Administration cantonale vaudoise (ACV).

Il y a actuellement sept cheffes de service sur les quarante-deux que compte l'ACV. Soit une femme pour six dirigeants. Il y avait six femmes sur cinquante-trois chefs

de service en 1999. Et ce chiffre résultait d'une progression alors rapide. En effet, la doyenne actuelle des cheffes de service, Brigitte Waridel, qui dirige la Culture, se souvient, dans un sourire: «Quand j'ai été engagée, en août 1995, j'ai vécu un grand moment de solitude. Nous devons être deux femmes à diriger un service.»

### Palmarès surprenant

Certes, Béatrice Métraux, en poste depuis le 1er janvier 2012, a nommé tout de suite une secrétaire générale. A l'inverse, Jacqueline de Quattro, qui a désigné six chefs de service depuis 2007, n'a jamais opté pour une femme. La cheffe PLR du Département de la sécurité et de l'environnement a bien désigné une responsable du Bureau de l'égalité entre femmes et hommes, mais le Conseil d'Etat venait de décider que ce bureau n'aurait plus rang de service. Il a été relégué au statut d'«entité stratégique».

La magistrate libérale-radical assure pourtant attacher de l'importance à la promotion de femmes cadres: «S'il n'y a pas de cheffes de service dans mon département, ce n'est pas faute d'essayer d'en trouver! La volonté politique existe, mais, dans mon départe-

ment, il y a des domaines comme la police, les automobiles ou la sécurité civile et militaire qui se caractérisent par des métiers encore très masculins.» Elle promet qu'elle œuvre à encourager la promotion des femmes: «Je vais continuer à me battre.»

Les plus anciens conseillers d'Etat en exercice depuis 2002, Anne-Catherine Lyon (PS) et Pascal Broulis (PLR), ont chacun nommé une femme cheffe de service. Il en va de même pour le rose Pierre-Yves Maillard, arrivé deux ans plus tard.

Le «recordman» est le libéral-radical Philippe Leuba, qui a procédé à trois nominations depuis 2007. Il est vrai qu'il a nommé deux fois la même personne: sa secrétaire générale l'a suivi lorsqu'il a changé de département.

Comme Jacqueline de Quattro, Nuria Gorrite n'a jamais nommé de femme cheffe de service. Et pour cause: en moins d'une année, la socialiste n'a pas eu de poste à repousser dans son collège de chefs de service exclusivement masculin. Elle a néanmoins créé un office, celui de l'accueil de jour des enfants, entité moins importante qu'un service, et a placé une cadre à sa tête.

De cette énumération, aucune règle ne semble pouvoir être tirée. «Il n'y a pas de clef. Etre un magistrat homme ou femme, de gauche ou de droite, ne constitue nullement un facteur dans le choix des cadres de son département. C'est une question de sensibilité et d'image que l'on se fait d'un chef.» Telle est la thèse de la présidente socialiste de la Commission de gestion, Valérie Schwaar, sensible à la question de la représentation féminine dans les postes à responsabilité.

### «Phénomène rampant»

Cette députée déplore qu'il n'existe pas une réelle préoccupation des conseillers d'Etat au moment des engagements et peu de tentatives de susciter des candidatures féminines, tant en encourageant des personnes à postuler qu'en rédigeant des offres d'emploi où l'image du chef n'est pas «virile»: «C'est un phénomène rampant, le même qui fait que les Romands ou les Tessinois n'entrent pas dans les postes à responsabilité dans la Berne fédérale. Et à la fin c'est toute une partie de la population qui n'est pas représentée.»